

Brochure n° 3079

Convention collective nationale
IDCC : 669. – INDUSTRIES
DE FABRICATION MÉCANIQUE DU VERRE

■ *Journal officiel* du 7 février 2009

**Arrêté du 2 février 2009 portant extension d'un accord conclu dans
le cadre de la convention collective nationale des industries de
fabrication mécanique du verre (n° 669)**

NOR : MTST0902605A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 10 mai 1973 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du
16 mai 2008, portant extension de la convention collective nationale des
industries de fabrication mécanique du verre du 8 juin 1972 et des textes qui
l'ont modifiée et complétée ;

Vu l'accord du 27 octobre 2008 relatif aux appointements mensuels garan-
tis (barème annexé), conclu dans le cadre de la convention collective sus-
visée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 7 janvier 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords) recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale
des industries de fabrication mécanique du verre du 8 juin 1972, les disposi-

tions de l'accord du 27 octobre 2008 relatif aux appointements mensuels garantis (barème annexé), conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail, aux termes desquelles la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer au niveau de la branche les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/50, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.